

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 16/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS FL INDUSTRIE

Quartier Chazal des Maures
26740 DERBIERES

Références : 20231229-RAP-DAEN1177
Code AIOT : 0010300267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement SAS FL INDUSTRIE implanté Quartier Chazal des Maures 26740 La Coucourde. L'inspection a été annoncée le 31/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS FL INDUSTRIE
- Quartier Chazal des Maures 26740 La Coucourde
- Code AIOT : 0010300267
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FL Industrie est spécialisé dans le négoce de Fers et Métaux (tri, collecte, valorisation des métaux).

La société est implantée sur la commune de LA COUCOURDE depuis 1984. Cette entreprise est située sur la même parcelle que la société FERT DÉMOLITION. Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral n°04-5302 du 16 novembre 2004 au titre de la rubrique 286 : installation de stockage et de récupération de ferrailles et de carcasses de véhicules, arrêté mis à jour par APC du 11 février 2021.

Les rubriques ICPE concernées sont les suivantes :

Rubrique	Libellé	Volume	régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971	40 t/j	A
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	600 m ²	E
2713-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719	1 940 m ²	E

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Prévention du risque

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention du risque – Localisation des zones	Arrêté Ministériel du 26/12/2022, article 8	Sans objet
2	Prévention du risque – État des stocks	Arrêté Ministériel du 26/12/2022, article 9	Sans objet
3	Prévention du risque – Clôtures	Arrêté Ministériel du 26/12/2022, article 15	Sans objet
4	Prévention du risque – Incendie	Arrêté Ministériel du 26/12/2022, article 20	Sans objet
5	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 26/12/2022, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le groupe FERT DÉMOLITION prévoyait la construction de 4 bâtiments. Un des bâtiments devait être partagé entre les deux emprises FERT DÉMOLITION et FL INDUSTRIE. Il s'agit d'un bâtiment

couvert de panneaux photovoltaïques ouverts sur une façade, destiné à abriter des métaux nobles. En extérieur, des aires bétonnées imperméabilisées étaient également prévues pour accueillir une presse/cisaille. En raison d'un litige lié à la réalisation des travaux, le projet est actuellement bloqué. Les bâtiments prévus sont toutefois construits permettant d'abriter une partie de l'activité. Le niveau de fonctionnement du site est réduit. Aucune ferraille n'est entreposée sur le sol. Le site est équipé de plusieurs bennes utilisées pour trier les matériaux qui sont parfaitement identifiées. **Aucune non-conformité n'est constatée sur les prescriptions examinées. Aucun risque pour l'environnement n'est constaté lors du contrôle.**

L'exploitant a transmis un courrier du 29 janvier 2024, à destination des unités départementales du Vaucluse et de la Drôme en vue d'obtenir des délais pour la mise en conformité de l'ensemble des sites répartis sur le Vaucluse et la Drôme. En ce qui concerne le site FL INDUSTRIE, le site sera concerné par la mise en conformité des bâtiments Nord de la société FERT. En effet le bâtiment Nord-Ouest est à cheval sur les deux emprises. La reprise des travaux est prévue pour cette année. Ils devraient être achevés en 2025.

Un projet de réponse a été préparé en collaboration avec l'unité départementale de la DREAL du Vaucluse et sera transmis au préfet de la Drôme et au préfet du Vaucluse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque – Localisation des zones

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/12/2022, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est constitué d'une zone bureau, d'une zone stockage de déchets dangereux (batterie, liquide...) abritée et sur dalle, d'une zone de stockage de métaux/ferrailles actuellement occupée par des bennes dans lesquelles sont entreposés les matériaux et d'un nouveau bâtiment abritant les métaux nobles.</p> <p>Aucune substance inflammable n'est stockée, et très peu de matières combustibles dans des proportions négligeables d'un point de vue du risque incendie.</p> <p>Un plan est présent à l'entrée du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention du risque – État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/12/2022, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux. - Étiquetage
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenu. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Constats : Le registre numérique est tenu à jour et a été transmis à l'inspection de l'environnement. Il présente l'ensemble des caractéristiques prévues. Concernant la réception et le tri des ferrailles, dans l'attente de la réalisation de la dalle, l'exploitant prendra des précautions pour éviter les égouttures de substances susceptibles de porter atteinte à l'environnement. L'ensemble des dispositions prises pour prévenir les pollutions seront tenues à la disposition de l'inspection de l'environnement à des fins de contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention du risque – Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/12/2022, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation.
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m ² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.
Constats : Le site est protégé dans son intégralité. Aucun dépôt de déchets ou matières combustibles de plus de 5 000 m ² n'est constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention du risque – Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/12/2022, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.

Constats :

Le site est doté d'une citerne de 40 m³.

La situation n'est pas conforme aux prescriptions. Toutefois, la situation est transitoire en raison du litige qui bloque le projet. Dans l'attente, l'exploitant a fortement réduit son activité. Le site ne présente pas de risque incendie particulier puisque dépourvu de matière combustible.

La société FERT DÉMOLITION a transmis un courrier du cabinet d'avocats mandaté attestant de la recherche d'un accord permettant l'achèvement des travaux et la mise en conformité du site.

Compte tenu de la situation et de l'absence évidente de risque incendie dans la configuration actuelle, l'inspection de l'environnement propose de revoir ce point dans une prochaine inspection. L'exploitant a informé l'inspection de l'environnement des délais de mise en conformité du site et s'engage à maintenir, dans l'attente, des conditions d'activité propre à garantir un niveau faible de risque incendie. Cela se traduit par une présence limitée de matière combustible et un stockage permettant d'éviter les risques de propagation. L'ensemble des dispositions prises seront tenues à la disposition de l'inspection de l'environnement à des fins de contrôles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/12/2022, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Dossier Installation classée.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;- le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;- le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;- le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;- le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;- les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;- les consignes de sécurité ;- les consignes d'exploitation ;- le registre de déchets. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a recruté du personnel spécifique à la gestion des dossiers administratifs et notamment ICPE, avec une coordonnatrice HSE et un responsable HSE.</p> <p>Le dossier ICPE est constitué et présente l'ensemble des éléments requis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite